L'intérêt croissant pour l'ouverture des données publiques : des initiatives en éducation

Federica Minichiello

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/3065>

DOI : 10.4000/ries.3065

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2013

ISBN : 978-2-85420-599-2

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Federica Minichiello, « L'intérêt croissant pour l'ouverture des données publiques : des initiatives en éducation », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 62 | avril 2013, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3065> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.3065>

Ce document a été généré automatiquement le 5 juillet 2021.

© Tous droits réservés

L'intérêt croissant pour l'ouverture des données publiques : des initiatives en éducation

Federica Minichiello

NOTE DE L'AUTEUR

Pour faciliter la lecture, seule la racine des liens Internet est mentionnée. Pour y accéder dans leur intégralité, il suffit de consulter la rubrique Ressources en ligne sur le site de la revue : <http://www.ciep.fr/sitographie/>.

- 1 Le présent article s'inscrit dans un contexte d'engouement pour l'ouverture de données publiques et la floraison de portails publics dont la finalité est de rendre des données accessibles à un public hétérogène d'utilisateurs potentiels : citoyens, chercheurs, journalistes, entreprises ou développeurs informatiques, etc.
- 2 Par le terme anglais *open data*, on entend le fait de rendre accessibles des données dans un format « ouvert » (« données brutes »), avec une licence qui permet leur réutilisation. Les données doivent pouvoir être lues, extraites de leur support d'origine et, surtout, réutilisées. Ce point est essentiel pour comprendre pourquoi l'ouverture des données publiques est considérée actuellement comme un enjeu économique et démocratique qui dépasse le simple enjeu de la transparence.
- 3 Nous présentons d'abord un panorama des acteurs de l'*open data* en France et des sources d'information sur le sujet. Nous proposons ensuite une sélection d'initiatives d'ouverture de plateformes de données, avec pour fil conducteur la recherche de données dans le secteur de l'éducation. Cette sélection non exhaustive porte sur les informations les plus consultées par les utilisateurs et certaines perspectives en termes de réutilisation. Sitographie arrêtée le 15 mars 2013.

Les acteurs de l'*open data* en France

Etalab

- 4 Etalab, créée en 2011, est la mission sous l'autorité du Premier ministre en charge de « l'ouverture des données publiques et du développement de la plateforme française ». Aujourd'hui rattachée au Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique, Etalab a lancé le site data.gouv.fr en 2011 et dispose d'un programme d'incitation à la réutilisation des données publiques, « Dataconnexions », afin de créer une communauté d'échange dans le domaine. <http://www.etalab.gouv.fr> [en français]

« Les acteurs de l'*Open data* en 2012 par fonction »

- 5 Cette cartographie regroupe l'ensemble des acteurs français de l'*open data* selon leur fonction : la production des données ou l'information dans le domaine. La ressource, présentée par l'Atelier de cartographie¹, répertorie 208 sources sur le sujet. « L'Open-Data français cartographié » : <http://www.ateliercartographie.wordpress.com> [en français].
- 6 Parmi les acteurs « d'information », on peut mentionner notamment trois structures :
- la Fing (Fondation Internet nouvelle génération), think tank de référence sur les transformations numériques : <http://fing.org/> [en français et en anglais] ;
 - la Fondation iFRAP, think tank dédié à l'analyse des politiques publiques : <http://www.ifrap.org/> [en français] ;
 - l'association nantaise LiberTIC : <http://libertic.wordpress.com/libertic/> [en français]

Initiatives d'ouverture des données en éducation

Sélection de portails nationaux

Le portail data.gouv.fr, France

- 7 Cette plateforme française est née en 2011. Environ 13 % de jeux de données (ou « *data sets* ») publiées concernent l'éducation. Les principaux éléments mis à disposition peuvent être regroupés autour de quatre thèmes : les données géographiques qui permettent de géo-localiser des établissements scolaires (en partenariat avec l'ONISEP et l'IGN), les indicateurs de résultats des lycées publics et privés au baccalauréat, les programmes d'enseignement des collèges et lycées et l'information statistique disponible sur le système éducatif français (filières, population scolaire, personnel, établissements, résultats et financement de l'éducation). Les indicateurs de valeur ajoutée des lycées d'enseignement général, technologique et professionnel figurent parmi les données les plus consultées sur tout le portail. <http://www.data.gouv.fr/> [en français]

Le portail data.gov.uk, Royaume-Uni

- 8 Le Royaume-Uni fait partie des précurseurs du mouvement *open data*. L'ouverture de la plateforme de données, en janvier 2010, s'inscrit dans une forte dynamique nationale depuis déjà plusieurs années : on peut citer notamment le travail de l'association Open

Knowledge Foundation [<http://okfn.org>], l'implication du journal *The Guardian* dans le journalisme de données² et, plus récemment, la création de l'Open Data Institute [<http://www.theodi.org>], organisation à but non lucratif (financée à hauteur de 10 millions de livres sterling par le gouvernement), dont l'objectif est de valoriser les données ouvertes et d'accompagner le développement d'utilisations innovantes.

- 9 Le portail britannique publie à ce jour environ 8 000 jeux de données. Parmi les données les plus téléchargées en éducation, on trouve le *National pupil database*, les statistiques NEET (*Not in education employment or training*) pour les jeunes de 16 à 18 ans et des données sur le fonctionnement administratif (par exemple, pour le *Department for Education* en Angleterre, les organigrammes et les salaires, la liste de dépenses supérieures à 25 000 livres, etc.).
- 10 Les quelques applications proposées par les utilisateurs concernent principalement le choix d'un établissement sur la base des rapports d'inspection de l'*Office for Standards in Education, Children's Services and Skills* (Ofsted). <http://www.data.gov.uk/> [en anglais]

Le portail dados.gov.br, Brésil

- 11 Le Brésil figure parmi les huit pays promoteurs de l'Open government -partnership (OGP) [<http://www.opengovpartnership.org>], initiative multilatérale lancée en 2011 et qui vise à obtenir des engagements concrets des pays en matière de gouvernement ouvert (dont l'ouverture de plateformes de données). Le portail brésilien se donne comme objectif, dans les trois prochaines années, de devenir le point de référence unique pour l'accès aux données publiques fédérales et municipales. Les données en éducation concernent surtout les recensements menés par l'INEP, l'agence d'évaluation brésilienne. La série de données du recensement scolaire fait partie des données les plus consultées sur le portail. Actuellement, le site met en avant une série de données sur l'Examen national de l'enseignement moyen (ENEM), que le ministère de l'Éducation souhaite réformer. <http://dados.gov.br/> [en portugais]

Le portail data.gov.md, Moldavie

- 12 La Moldavie est considérée, avec le Kenya, comme pionnier parmi les pays en développement pour l'ouverture des données. Le portail a été lancé en avril 2011 et, à la différence d'autres pays de la région, son ouverture résulte d'une initiative du gouvernement, avec un soutien financier de la Banque mondiale. Le ministère de l'Éducation est l'un des principaux contributeurs ; les données mises à disposition concernent la localisation des établissements scolaires (parmi les informations les plus consultées sur le site), les rendements scolaires, mais aussi des données plus spécifiques, comme la liste des activités parascolaires ou les équipements disponibles dans les établissements d'enseignement secondaire. <http://data.gov.md> [en roumain, anglais et russe]

Sélection de portails d'institutions internationales

Data.worldbank.org, Banque mondiale

- 13 La section « données » du site de la Banque mondiale présente un ensemble de données issues d'environ 8 000 indicateurs du développement économique et social, pour

200 pays, sur les cinquante dernières années. Ce vaste catalogue de données permet, pour le thème « éducation », d'accéder aux bases de données de statistiques sur l'éducation, des statistiques sur le genre et sur la parité homme-femme, les indicateurs officiels de suivi des progrès réalisés sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les statistiques du Partenariat mondial pour l'éducation. Les données sont évidemment téléchargeables et réutilisables mais il est aussi possible de partager ses travaux et de visualiser les rapports d'autres utilisateurs. Pour suivre l'actualité, la Banque mondiale dispose également d'un blog *open data*. <http://databank.worldbank.org/> [multilingue]; <http://blogs.worldbank.org/opendata/> [en anglais]

Data Portal, Commission européenne

- 14 Dans sa stratégie sur l'ouverture de données publiques³, la Commission s'était donné comme feuille de route de lancer, en 2012, son portail de données et, en 2013, un portail pilote paneuropéen. Une première version du portail des données de la Commission a effectivement été mise en ligne fin décembre 2012 ; à ce jour, il s'agit principalement de données en provenance d'Eurostat, mais le site est destiné à intégrer les données d'autres institutions et agences de l'Union européenne.
- 15 La plateforme est encore trop récente pour analyser son contenu, mais il est intéressant de signaler que la Commission a fixé l'objectif de « retrouver un tiers de toutes les données publiques structurées disponibles par l'intermédiaire du portail de données paneuropéen d'ici à 2015 ». <http://open-data.europa.eu> [multilingue]

Open data pour l'Afrique, Banque africaine de développement

- 16 La Banque africaine de développement a lancé un portail *open data* en décembre 2011, avec l'objectif « d'accroître l'accès aux données de qualité nécessaires au suivi des résultats de développement dans les pays africains ». Parmi les données en éducation figurent les indicateurs africains de développement (ADI), les indicateurs socio-économiques de la Banque africaine de développement et les données sur l'éducation, le genre et la parité hommes-femmes de la Banque mondiale. Cette première initiative a été suivie du programme « Autoroute de l'information », qui vise la création de portails pour les 54 pays du continent et 16 organisations régionales africaines d'ici juillet 2013. Les vingt premières plateformes « pays » ont été mises en ligne en mars 2013 ; elles répondent à un double objectif : d'une part, renforcer les capacités statistiques des pays africains ; d'autre part, faciliter l'harmonisation des données nationales et leur réutilisation par la Banque africaine et d'autres partenaires internationaux. <http://opendataforafrica.org/> [en anglais]

Perspectives

- 17 Il est encore difficile de dresser un bilan en termes d'usage réel des plateformes de données : dans certains secteurs, comme le transport et la santé, il existe des exemples tangibles de réutilisation de données ; en éducation les résultats sont moins visibles. On peut signaler deux grandes typologies d'utilisation : la première est la représentation graphique de données complexes ou « visualisation de données »⁴ ; la deuxième est le développement d'applications d'aide au choix d'un établissement⁵ pour le grand public.

- 18 Néanmoins, d'autres applications restent possibles : les suggestions faites par les utilisateurs, sur les portails, sont des viviers d'idées. On peut en citer quelques-unes en guise d'exemple : croiser le nombre de places disponibles dans chaque filière d'enseignement avec les données locales relatives à l'emploi ou aux manques de compétences professionnelles ; suivre l'évolution de l'imputation budgétaire au sein d'une école pour estimer l'impact de modifications budgétaires sur les rendements des élèves, etc. Certaines données, comme le temps moyen de transport par élève, peuvent servir d'aide à la décision dans le pilotage d'un établissement⁶.
- 19 Tous ces portails représentent des grands catalogues qui centralisent un volume important de données multi-sectorielles, autrefois cloisonnées. Le potentiel de ces informations réside certes dans leur réutilisation, mais c'est surtout leur mise en relation qui reste un territoire à explorer.

NOTES

1. Cet atelier est une initiative placée sous l'autorité de l'Institut de l'information scientifique et technique (INIST) du CNRS, qui vise à développer des dispositifs cartographiques expérimentaux.
 2. Le « datajournalisme » ou journalisme de données consiste à exploiter des données pour produire de l'information. Les premiers *Data Journalism Awards* ont été remis en 2012 par le *Global Editors Network*, un réseau mondial de rédacteurs en chef, qui encourage la création de nouveaux outils journalistiques.
 3. Commission européenne. Communication COM (2011) 882 : L'ouverture des données publiques : un moteur pour l'innovation, la croissance et une gouvernance transparente. Bruxelles, 2011.
 4. On pense notamment au concours de visualisation de données du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2012*, sur le thème « Jeunes et compétences : l'éducation au travail » (en cours) et à la visualisation lauréate du concours de l'OCDE, basée sur le rapport *Regards sur l'éducation 2012 : Economic Returns On Education*.
 5. Exemple d'application : le comparateur néerlandais *10 000 scholen*.
 6. Voir l'article « Le pilotage des établissements scolaires par les données » paru sur le site de Thot Cursus : <http://cursus.edu>
-

INDEX

Index géographique : France, Royaume-Uni, Brésil, Moldavie

Mots-clés : Open data, données publiques, éducation

AUTEUR

FEDERICA MINICHELLO

Chargée de veille au centre de ressources et d'ingénierie documentaires du CIEP